



Sécurité énergétique : vers un avenir résilient en Afrique ?



Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

Le Zoom est un document hebdomadaire qui vise à donner un aperçu sur une thématique considérée comme tendance lourde dans la période couverte.

Comment combler le déficit d'accès à l'énergie en Afrique ?

Comment fournir de l'électricité aux 300 millions de personnes qui en sont actuellement privées en Afrique ? C'est l'ambition que poursuit l'initiative Mission 300 : réduire de moitié, d'ici à 2030, le nombre de personnes sur ce continent qui ne disposent pas d'une alimentation électrique fiable. Pour y parvenir, il faut une montée en puissance radicale de nos efforts, avec des réformes vigoureuses, des investissements et un environnement propice à la mise en place de solutions énergétiques durables, déployables à grande échelle et financièrement abordables. Premièrement, il faut mener des réformes ambitieuses afin de rompre le cycle de la dépendance aux subventions publiques lorsqu'elles bénéficient essentiellement aux clients existants. Deuxièmement, il faut faire correspondre volonté et financements. Les donateurs et les banques multilatérales de développement doivent mobiliser davantage de financements concessionnels pour l'électrification sur le réseau et hors réseau et atténuer les risques. Troisièmement, il faut renforcer les capacités. Les organisations philanthropiques peuvent contribuer à atténuer les risques liés aux projets et à mettre en place les capacités nécessaires à leur réussite à long terme.

<https://blogs.worldbank.org/fr/voices/comblent-deficit-acces-energie-afrique>

Transition énergétique en Afrique : l'UE annonce 545 millions d'euros

Le 27 septembre 2025, Ursula von der Leyen a déclaré que l'UE allait débloquer 545 millions d'euros afin d'encourager la transition énergétique sur le continent africain. L'initiative regroupe les Etats membres de l'UE, leurs agences de développement, ainsi que des institutions financières telles que la Banque européenne d'Investissement (BEI). Cette annonce entend apporter une solution double. Il est question de répondre aux besoins en énergie des populations et notamment en électricité. En Afrique, près de 600 millions de personnes vivent encore sans électricité. L'objectif est également que cette énergie soit propre. Pour cela, des investissements aussi bien publics que privés sont prévus, pour un montant indiqué de 545 millions d'euros. Ces investissements massifs, afin de développer la production mais aussi de garantir un accès accru à l'énergie, sont dirigés vers différents projets au sein de plusieurs pays. Parmi, les pays les plus soutenus, on peut citer la Côte d'Ivoire pour 359,4 millions d'euros, avec une ligne de transport à haute tension, mais aussi le Cameroun avec 59,1 millions d'euros, ou encore la Somalie et Madagascar avec respectivement 45,5 millions et 33,2 millions d'euros.

<https://occitanie-europe.eu/transition-energetique-en-afrique-lue-annonce-545-millions-deuros/>

Des progrès en cours vers un avenir énergétique résilient en Afrique

Les 27 et 28 juin 2025, la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) a joué un rôle important dans la promotion de cette vision en convoquant une réunion de haut niveau à Kigali, au Rwanda, pour un examen approfondi du projet de cadre stratégique pour la sécurité énergétique. Selon le Directeur de la Division de la technologie, de l'innovation, de la connectivité et du développement des infrastructures de la CEA, Robert Lisinge, « une stratégie nationale de sécurité énergétique est en gestation depuis des décennies et est considérée comme l'épine dorsale de la prochaine industrialisation de l'Afrique. Mais pour y parvenir, nous devons poser les bases de stratégies nationales de sécurité énergétique afin de remédier aux insécurités énergétiques et à leurs conséquences. Les organisations examinant le projet de cadre élaboré par la CEA sont chargées de tracer la voie à suivre et d'en définir la portée et le contenu généraux ». Il a, également, mentionné l'intégration et la coopération énergétiques régionales pour garantir la sécurité énergétique et a examiné plus en détail le rôle des cadres institutionnels et réglementaires, du financement, des technologies émergentes et de l'innovation, des interconnexions régionales et de l'intégration des marchés, ainsi que l'alignement sur les objectifs continentaux tels que le Marché unique africain de l'électricité, la ZLECAF et l'Agenda 2063.

<https://www.uneca.org/fr/stories/des-progr%C3%A8s-en-cours-vers-un-avenir-%C3%A9nerg%C3%A9tique-r%C3%A9silient-en-afrique>

Afrique du Sud : un plan énergétique de 130 milliards \$ pour relancer l'économie

Alors que l'Afrique du Sud enregistre ses meilleures performances de fourniture électrique depuis plusieurs années, le gouvernement dévoile un plan massif pour transformer durablement le domaine et soutenir la relance économique. Le ministre sud-africain de l'Électricité et de l'Énergie a présenté le dimanche 19 octobre l'Integrated Resource Plan (IRP) 2025, un plan énergétique de 2,2 trillions de rands, soit environ 127,5 milliards USD, visant à mettre fin à la crise de l'électricité et relancer la croissance économique. Il est prévu l'ajout de 105 000 MW de nouvelles capacités d'ici 2039, soit deux fois et demie la capacité de la compagnie nationale d'électricité Eskom. Le plan repose sur une transformation du mix énergétique, où les sources bas carbone dépasseront le charbon pour la première fois dans l'histoire du pays. Le gouvernement prévoit d'ajouter 11 270 MW de solaire photovoltaïque d'ici 2030, 7340 MW d'éolien, 6000 MW de gaz et 5200 MW de nucléaire. L'initiative vise aussi un taux de croissance économique de 3 % du PIB à l'horizon 2030, et la création de milliers d'emplois dans la construction et l'industrie.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/2110-132515-un-plan-energetique-de-plus-de-127-milliards-pour-relancer-l-economie-sud-africaine>

Partenariat stratégique entre le Nigeria et l'Inde pour accélérer la transition vers les énergies renouvelables

Le Nigeria, en tant que premier producteur de pétrole d'Afrique, prend des mesures ambitieuses pour diversifier son mix énergétique et réduire sa dépendance aux combustibles fossiles. Confronté à la volatilité des prix du pétrole et aux enjeux du changement climatique, le pays s'oriente de plus en plus vers des solutions énergétiques durables, avec un accent particulier sur les énergies renouvelables telles que l'énergie solaire, l'hydroélectricité, l'éolien et la biomasse. Dans cette démarche, le Nigeria a annoncé, le 11 février 2025, un nouveau partenariat avec l'Inde pour soutenir ses efforts dans le développement des énergies renouvelables. Le gouverneur de l'État de Taraba, Agbu Kefas, a souligné que l'un des plus grands défis auxquels le pays fait face dans ce processus est le financement des projets énergétiques verts. « Le monde s'oriente vers les énergies vertes et nous devons également suivre ce mouvement, mais le défi réside dans la capacité à financer ces initiatives », a-t-il déclaré. Ce partenariat met également en avant l'importance de l'assistance technique indienne, notamment en matière de technologies et de stratégies d'implémentation des projets d'énergie renouvelable.

<https://www.vivafrik.com/2025/02/14/energie-en-afrique-partenariat-strategique-entre-le-nigeria-et-linde-pour-acceler-la-transition-vers-les-energies-renouvelables-a73998.html>

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.